

BULLETIN DE SURVEILLANCE ET D'ALERTE PRECOCE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE POUR LA REGION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN PERIODE : Septembre 2020



FAITS SAILLANTS

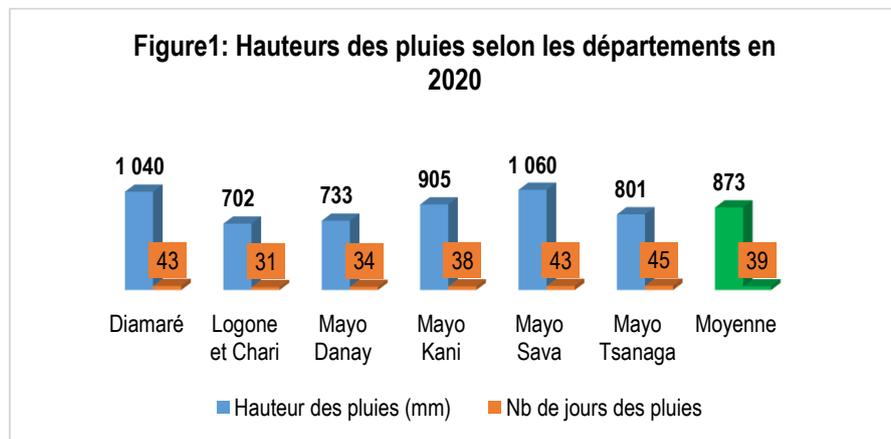
- L'évolution croissante des prix des denrées alimentaires de base entre juillet et septembre (+44% pour le sorgho pluvial dans le Mayo-Sava, +78 % pour le maïs dans le Mayo-Danay) ;
- La recrudescence des cas de paludisme avec un cumul de 285.223 cas confirmés en fin septembre ;
- Les fortes pluies enregistrées (fin Août-début Septembre) ont entraîné des inondations dans 5 départements sur 6 de la région avec environ 11.470 ménages et plus de 10.123,5 ha de cultures touchés ;
- Difficultés d'entretien des champs à cause de la forte pluviométrie ;
- 18.459 personnes déplacées enregistrées dans la région entre Juillet et septembre 2020.

Méthodologie d'échantillonnage :

La méthodologie d'échantillonnage utilisée dans le cadre de la collecte des données ménages est le sondage probabiliste à deux degrés. La base de sondage de l'enquête CFVA 2017 a servi d'appui pour la sélection des villages, avec représentation proportionnelle de l'échantillon en fonction de la taille des départements. Au premier degré, il a été tiré aléatoirement 112 villages dans la région. Au deuxième degré, 1 344 ménages ont été tirés aléatoirement, soit 12 par village. Les données collectées sont multisectorielles et prennent en compte les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement et de la nutrition. De plus, une analyse des marchés et du contexte a été réalisée afin d'affiner les résultats obtenus.

SITUATION AGRICOLE ET PASTORALE

Dans la région de l'Extrême-Nord, le démarrage timide des pluies n'a pas permis d'emblaver toutes les superficies prévues pour la campagne en cours. Il a été observé des poches de sécheresse au début du mois d'août dans toute la région à l'exception du Logone et Chari. Cependant, les pluies ont été assez intenses, orageuses et violentes durant le troisième trimestre 2020. Des disparités sont observées selon les départements ainsi que l'indique la figure 1 ci-dessous :



Les départements du Diamaré et du Mayo-Sava enregistrent les hauteurs de pluies les plus élevées (1040mm et 1060mm respectivement en 43 jours). Comparées à l'année dernière et à la même période, les pluies ont été plus intenses cette année (873 mm en 39 jours contre 821 mm en 36 jours en 2019) causant des inondations. Les impacts des dites inondations ont touché la plupart des secteurs d'activités. Ainsi, 10.123,5 ha de cultures ont été détruits dans les départements du Diamaré, Mayo-Danay, Mayo-Sava, Mayo Kani et Logone et Chari (DRADER_EN). Aussi, plusieurs ouvrages de franchissement (ponts et ponceaux) ont cédé, perturbant le système commercial déjà fortement impacté par les mesures de restrictions liées à la COVID19 (photo 1).



Photo 1 : pont du quartier Palar à Maroua

Si ces pluies se prolongent au mois d'octobre, elles risquent d'occasionner des pourrissements de récoltes en champs, des pertes des plants de sorgho SS en pépinières avec pour conséquence la réduction des surfaces à repiquer. Néanmoins, les exploitants agricoles s'y adaptent, en mettant en place de manière échelonnée les pépinières. Toutefois, cette forte pluviométrie permet de recharger l'aquifère phréatique, bénéfique pour le maraîchage.

La plupart des cultures vivrières mises en place ont présenté une évolution végétative moyennement acceptable avec les céréales à la montaison -épiaison, les légumineuses à la ramification - floraison. Par ailleurs, 1.000 ha de cultures en champ ont été attaqués par les chenilles légionnaires et les criquets puants sans oublier les dégâts des pachydermes (éléphants et hippopotames) dont les conséquences impacteront sûrement les rendements des cultures.

La situation sécuritaire reste précaire dans les Départements frontaliers à la République Fédérale du Nigéria. Dans les arrondissements de Mayo-Moskota, Kolofata, Fotokol, Hile-Alifa et Darak, plusieurs attaques de



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

groupes armés non conventionnels ont été perpétrés. Ces attaques ont entraîné la réduction des superficies emblavées, l'abandon de champs et les mouvements de populations. Selon les données compilées par le projet RRM (ACF/PUI), 2.637 ménages (soit 18.459 personnes) déplacés ont été enregistrés dans la région entre juillet et septembre 2020. Le Mayo Sava est le département le plus touché avec 61% des cas, suivi du Mayo Tsanaga et du Logone et Chari avec respectivement 28% et 11% des cas. Les mouvements de population observés dans la région sont de types primaires (départ de sa localité d'origine vers une autre) et secondaires (second départ de sa localité hôte vers une autre) dont respectivement 73% et 27%. Il a été noté des vols de bétail dans les départements du Mayo Danay et du Mayo Kani.

Les conditions pastorales (pâturages et points d'eau) se sont améliorées par rapport au trimestre précédent (Juin, Juillet Août) malgré quelques écarts observés. Globalement, la situation pastorale des trois derniers mois est caractérisée par l'alimentation des animaux exclusivement orientée vers l'exploitation du pâturage, la poursuite du développement du pâturage à la faveur de la continuité des pluies, La production de la biomasse normale à excédentaire dans l'ensemble, ce qui favorise une alimentation satisfaisante durant la soudure pastorale. On note également la disponibilité normale à excédentaire des eaux de surface dans la région (points d'eau et marres mieux remplis que la moyenne des 21 dernière années).

Au cours de la période de juillet-septembre 2020, 70,2% des ménages enquêtés déclarent avoir vu leur cheptel diminuer cette année comparativement à la même période l'année dernière. Cette baisse s'expliquerait par la forte pluviométrie qui a entraîné des inondations de plusieurs zones de pâturages et contraints les éleveurs à déplacer leurs animaux et/ou à les vendre pour subvenir aux besoins alimentaires. Le département du Mayo Sava ayant enregistré la plus grande pluviométrie, a vu son cheptel baisser temporairement de 89,9% suite au déplacement et/ou à la vente prématurée des animaux. Au-delà des contraintes liées à la pluviométrie, les ménages enquêtés relèvent le manque d'intrants vétérinaires (31,8%), les problèmes zoo-sanitaires (26,2%) et l'état d'insécurité lié aux incursions et aux attaques de prédateurs des groupes armés non gouvernementaux (10,3%).

Par ailleurs, on a enregistré en dépit des mesures préventives de lutte contre les maladies des animaux mises en œuvre au niveau de la Région, des pertes de 607 têtes de bovin dans le département du Mayo Kani et 282 dans le Diamaré (DRPIA EN). Le département du Mayo Danay a enregistré au cours de ce trimestre, 200 cas de distomatose bovine au niveau des abattoirs ; 1.000 cas en moyenne de dermatophilose rapportés dans les élevages, et en moyenne 36 cas de suspicion de tuberculose bovine (DRPIA EN).

En projection pour les mois prochains, les inondations pourraient constituer des canaux de transmission des maladies chez les animaux.

EVOLUTION DES MOYENS D'EXISTENCE DES MENAGES ET SECURITE ALIMENTAIRE

La production/vente de produits agropastoraux (64.6%), le travail journalier agricole/non agricole (22.7%), les petits métiers (12.7%) restent les trois principales sources de revenus des ménages en septembre dans la région de l'Extrême-Nord. Les ménages ayant le commerce comme principale source de revenu, qui à cause des effets économiques négatifs de la COVID-19 ont limité les activités commerciales, avaient déjà amorcé une baisse des revenus au mois de mai qui continuait jusqu'en juillet. Ce nombre de ménages a connu une hausse passant ainsi de 8,3% au mois de juillet à 17% en Septembre.

Les ménages qui bénéficient des transferts d'argent provenant de leurs proches (migrants/exodants) soit 9.8% comme source de revenu, connaît également une importante augmentation en passant de 7,5% en juillet à 13,8% en Septembre.

Cependant, malgré la hausse observée sur la proportion des ménages ayant le transfert d'argent des migrants/exodants comme source de revenu, le niveau des transferts demeure fortement en deçà de leur niveau d'avant la crise de la COVID-19 (moyenne de 63.000 à 31.000 francs CFA selon la FSMS de février 2020)

pour 51,5% des ménages en raison de la persistance de la baisse d'activité dans les zones d'accueil (57,7%), de la peur de contracter la maladie du COVID 19 (43,7%) et des dépenses de prise en charge sur place (32,4%). La pandémie de la COVID-19 et la forte pluviométrie actuelle ont eu un impact négatif sur les revenus de 59,8% des ménages qui ont connu une baisse (jugée forte pour 71% des ménages et moyenne pour 20,2% des ménages concernés). Ceci est principalement dû aux conditions climatiques défavorables avec les fortes pluies qui ont entraîné des inondations (61%), la restriction des déplacements (21,5%), la limitation des activités par peur de contracter la maladie de COVID-19 (17,5%), la fermeture des frontières (19,2%) et la perte d'emploi du chef de ménage (9,8%) en raison de la pandémie. Cette situation a poussé la plupart des ménages à utiliser leur épargne comme stratégie d'adaptation pour répondre à leurs besoins essentiels et/ou atténuer les potentiels impacts négatifs de la situation actuelle de la covid19.

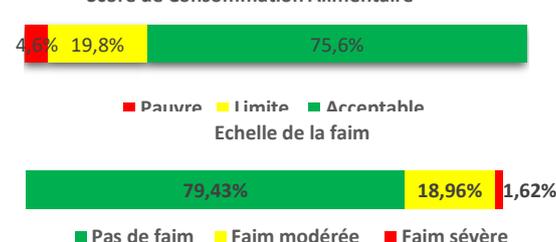
Pendant cette période marquée par le pic de la soudure (de Juillet à Août), les ménages ont connu de larges déficits alimentaires, conduisant à une malnutrition aiguë élevée. Cependant, ils ont été capables de mitiger ces déficits alimentaires employant des stratégies d'adaptation d'urgence (47%) en liquidant leurs avoirs. Ainsi, le recours à la solidarité sociale, la vente de biens (non productifs ou productifs) ainsi que la sollicitation de l'aide des agences humanitaires et le changement d'activités économiques font partie des stratégies adoptées par les ménages pour faire face aux difficultés liées à la perturbation des moyens d'existence.

Indice des stratégies d'adaptation basé sur moyens d'existence



Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire : score de consommation alimentaire (SCA), indice réduit des stratégies alimentaires d'adaptation (rCSI) et indice domestique de la faim (HHS), issus de l'analyse des données ménages en juillet comparé au mois de juillet, indiquent une amélioration de la situation alimentaire avec une consommation alimentaire acceptable et stable pour 75,6% des ménages comparativement à 54% en Juillet. Cette situation se justifierait par diverses distributions alimentaires faites par le gouvernement et les ONG dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, Logone et Chari et Mayo-Danay et le Diamaré, la consommation des prémices de récoltes des produits (arachide, maïs, sorgho SP) et la forte présence sur les marchés des racines et tubercules (pomme de terre, manioc, patate douce et igname). Les mêmes raisons pourraient expliquer la tendance à l'amélioration de l'indice domestique de la faim des ménages HHS (20,57% des ménages avec faim modérée à sévère en Septembre contre 33% en juillet soit une baisse de 12,43%).

Score de Consommation Alimentaire



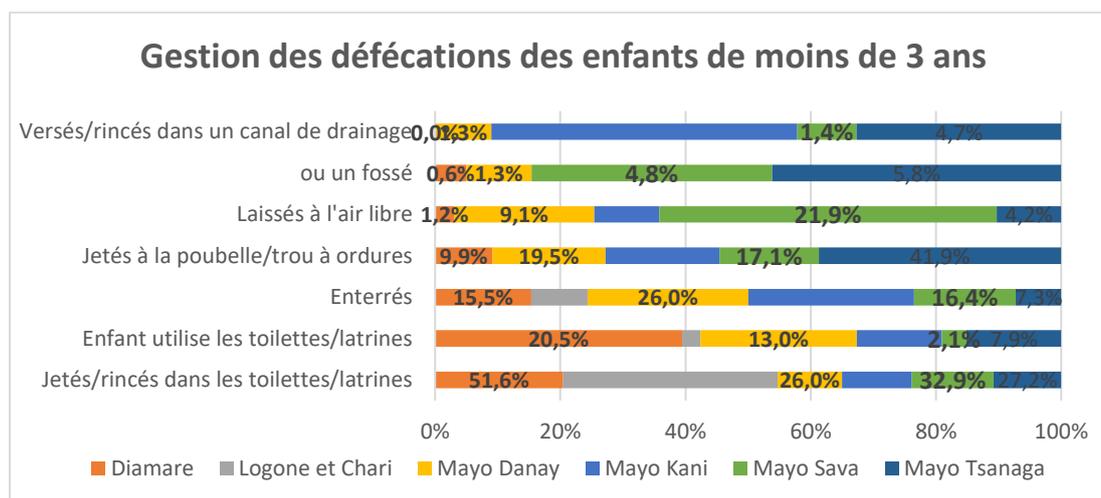
Toutefois, une augmentation dans l'utilisation des stratégies alimentaires d'adaptation est observée dans l'ensemble avec 52,46% des ménages qui ont développé au moins deux stratégies d'adaptation pour faire face au stress alimentaire en décembre contre 31% en Juillet. Les stratégies d'adaptation les plus utilisées étant le recours aux aliments moins appréciés et moins chers et la limitation des parts pendant les repas.

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Le niveau d'accessibilité physique aux points d'eau est relativement satisfaisant, car la plupart des ménages (82,3%) mettent moins de 15 min à pieds pour une distance de moins d'1Km pour atteindre le point d'eau le plus proche. Ils s'approvisionnent en eau de boisson au niveau des puits forés à motricité humaine (66,9%). Toutefois, 45% des ménages dans le Mayo Tsanaga, 33,7% dans le Mayo Kani, et 40,4% dans le Mayo Sava utilisent des sources d'eau non potables (puits non protégés, marres, rivières, Mayo). Ainsi, 42,30% des ménages enquêtés déclarent être insatisfaits de l'approvisionnement en eau du fait de son mauvais goût. Les

ménages les plus insatisfaits sont enregistrés dans les départements du Mayo Sava (38,3%), du Mayo Kani (30,7%) et du Mayo Tsanaga (28,8%).

Sur l'ensemble de la région, la quantité moyenne d'eau disponible dans les ménages par jour et par personne est de 15,25 litres. Par contre, les quantités journalières par personne de 12,51 litres, 13,89 litres et 14,16 litres enregistrés respectivement dans les départements du Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et Mayo-Danay montrent que la disponibilité moyenne en eau des ménages reste inférieure au standard de 15 litres /pers/jour en situation normale.



Dans la région de l'Extrême-Nord, 33,2% des ménages enquêtés utilisent des latrines simples avec trou sans dalle ou plancher comme lieu d'aisance. Le taux régional élevé de défécation à l'air libre (16,2%) expose davantage les populations aux maladies hydriques. Le Mayo Danay (29,6%), le Mayo Kani (28,3%) et le Mayo Sava (25,7%) sont les départements les plus exposés. Par ailleurs, les selles des enfants de moins de trois ans sont jetées dans des poubelles/trou à ordures (21%), enterrés (15,2%) ou laissés à l'air libre (7,3%). Ces pratiques sont majoritairement observées dans le département du Mayo-Tsanaga.

PRATIQUES DES SOINS CHEZ LES ENFANTS

Les résultats de l'enquête menée sur un échantillon de 1.120 enfants âgés de 6 à 59 mois dans la région de l'Extrême Nord révèlent que seulement 22,27% d'enfants sont mis au sein précocement (dans l'heure suivant leur naissance). Cette proportion indicative reste faible si on se réfère au taux de 48% relevé par les résultats de l'enquête MICS 2018. Le même constat est observé pour le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié (basé sur le carnet d'accouchement des enquêtées) dans la région. Ce taux est de 24,3% contre 38% révélé par les résultats de l'enquête MICS 2018.

Ce faible taux d'accouchement en milieu institutionnel, laisse entrevoir une forte proportion des accouchements qui ont eu lieu en communauté.

Le poids des us et coutumes associés à l'insuffisance d'informations et les longues distances entre les centres de santé et les villages enquêtés pourraient expliquer cette situation.

A l'échelle régionale, et concernant l'allaitement maternel, 83,12% des mères allaitantes enquêtées déclarent allaiter leurs enfants. Cependant il existe des disparités entre départements concernant cette pratique. Le département du Mayo-Kani enregistre le plus fort taux (91%) concernant la pratique de l'allaitement maternel. Si l'allaitement maternel reste largement pratiqué dans la région, l'allaitement maternel exclusif (AME) chez les moins de 6 mois, quant à lui, reste très faible avec seulement 25,58% des mères qui déclarent avoir allaité exclusivement leurs enfants de 0 à 6 mois. Le taux moyen d'AME révélé par le (MICS 2018) étant de 40%.

Cette faible proportion de la pratique de l'AME dans la région, pourrait s'expliquer par le fait que dans cette partie du pays située dans la zone sahéenne chaude, les mères et accompagnants d'enfants estiment qu'il est nécessaire de donner de l'eau aux bébés quel que soit leurs âges. Cependant près de 78% des mères enquêtées savent qu'il faut poursuivre l'allaitement jusqu'à 24 mois d'âge. 76% d'entre elles déclarent avoir introduit un aliment de complément à partir de 6 mois. L'enquête SMART de 2019, estimait ce taux à environ 67% dans la région de l'Extrême Nord. Les céréales constituent les principaux aliments utilisés comme aliments de complément dans la région.

SITUATION SANITAIRE DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD

La surveillance épidémiologique des maladies et événements de santé publique intégrée au système d'information sanitaire est effective dans la région de l'Extrême-Nord. Elle concerne aussi bien les maladies à potentiel épidémique que celles non transmissibles et non transmissibles. Les morbidités dominantes sont le paludisme, la rougeole, la diarrhée. Les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés. La période couverte par ce bulletin correspond à la période de pic du paludisme (Juillet-septembre). Sur cette période et à l'échelle de la région, 285.223 cas confirmés de paludisme ont été enregistrés chez les moins de 5 ans (source/DRSP/EN).

Selon le DHIS2, à la semaine Epidémiologique 38 de l'année 2020, 12 districts sanitaires sur 30 étaient en épidémie de rougeole depuis le début de l'année avec 87 cas confirmés au laboratoire. Il s'agit des districts sanitaires de Gazawa, Guidiguis, Kaélé, Kolofata, Kouser, Maga, Mogodé, Mokolo, Mora, Roua, Tokombéré, et Vélé.

La situation sanitaire de la région de l'Extrême Nord à l'instar de celle des autres régions du pays, est aussi caractérisée par la pandémie du COVID 19 qui sévit dans le pays depuis mars 2020. En date du 30 Septembre 2020, la région a enregistré un total cumulé de 518 cas positifs, dont 307 cas déclarés guéris et 11 décès (Source : SITREP 50_COVID19). Selon la même source la majorité des districts (77% soit 23/ 30) est déjà touchée. Les districts de santé les plus touchés restent Guéré, Maroua 2, Maroua 1 et Maga et Yagoua tandis que ceux de Kaélé, Bogo, Fotokol, Goulfey, Hina, Makary, Kar hay n'avaient pas encore enregistré de cas positifs. Par ailleurs, les résultats de la collecte des données au niveau communautaire révèlent que seulement 1,2% des personnes connaît l'existence d'un cas de COVID19 dans leur communauté.

Les mêmes résultats indiquent que 62,8% de la population déclarent ne pas pratiquer les mesures restrictives mises en place par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de la maladie. Ceci se justifierait par l'assouplissement des mesures barrières édictées par le gouvernement d'une part et la baisse de la psychose ambiante d'autre part. La situation épidémiologique continue d'évoluer dans la région et le défi reste toujours la prise au sérieux de la pandémie par les différentes couches de la population.

ANALYSE DU FONCTIONNEMENT DES MARCHES

Départements	Produits	Prix Sept 2018	Prix Sept 2019	Prix Sept 2020	Variation annuelle
Logone et Chari	Sorgho pluvial	230,26	163,2	200	22,55
	Maïs	232,75	171,69	256,66	49,49
	Riz importé	709,95	452,21	503,33	11,31
	Riz local	407,96	378,33	460	21,59
	Mouton	24336,47	25559,26	32000	25,2
Mayo Tsanaga	Sorgho pluvial	205,86	154,45	211,66	37,05
	Maïs	236,84	197,26	247,74	25,59
	Riz importé	850,83	489,41	483,33	-1,24
	Riz local	430,53	419,21		-

	Mouton	25495,15	27367,93	22500	-17,79
Mayo Sava	Sorgho pluvial	201,11	151,07	134,47	-10,99
	Maïs	201,91	143,95	181,92	26,38
	Riz importé	822,86	463,04	412,04	-11,01
	Riz local	422,26	400,31	-	-
	Mouton	23374,56	27577,36	27677,77	0,36
Mayo Kani	Sorgho pluvial	174,89	131,82	164,16	24,54
	Maïs	241,74	180,92	209,72	15,92
	Riz importé	570,13	487,83	466,66	-4,34
	Riz local	390,95	364,51	450	23,45
	Mouton	21004,04	22080,87	28583,33	29,45
Mayo Danay	Sorgho pluvial	217,47	141,61	318,33	124,8
	Maïs	246,62	170,64	440	157,85
	Riz importé	1111,65	451,03	525	16,4
	Riz local	415,75	395,04	493,33	24,88
	Mouton	20390,75	20075,67	20333,33	1,28
Diamaré	Sorgho pluvial	268,94	193,05	215	11,37
	Maïs	319,4	249,99	275,22	10,09
	Riz importé	755,69	493,46	529,19	7,24
	Riz local	446,41	438,86	461,66	5,2
	Mouton	24020,61	23531,4	25833,33	9,78

Dans l'ensemble de la région, une hausse générale est constatée sur les prix des céréales, mais tout en constatant qu'il y avait une légère tendance à la baisse en 2019 et une variation à la hausse plus forte en 2020. Le prix du maïs est passé de 170,64 FCFA en Septembre 2019 à 440 FCFA en 2020 du même mois, soit une hausse de 157% et 197,26 FCFA à 247,74 FCFA dans les départements du Mayo-Danay et du Mayo Tsanaga respectivement. Dans ces mêmes départements et à la même période, le prix du Sorgho SP est passé de 141,61 FCFA à 318,33 FCFA. En dehors de la réduction du flux de certains produits céréaliers vers l'Extrême-Nord (riz importé) liée à la COVID-19 qui a induit une limitation des mouvements, et les aléas climatiques défavorables pour le transport des produits vers les zones d'écoulement, cette hausse de prix s'est accentuée en août 2020 avec la sortie incontrôlée des céréales vers le Nigeria. Face à cette flambée des prix, le Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord a pris une décision le 24 août 2020 interdisant la sortie des produits de grande consommation vers les pays voisins. Ainsi, au cours du mois de septembre 2020, une baisse de prix a été observée sur toutes les céréales (le prix du kg de maïs est passé de 394 FCFA au pic de la période de soudure au mois d'août à 275 FCFA en septembre, soit une variation à la baisse de -30,17%) dans le département du Diamaré. Cette baisse de prix se justifierait par la présence d'importants stocks de denrées alimentaires en transit bloqués dans les magasins suite aux mesures restrictives édictées par le gouverneur sur la sortie des céréales.

Le prix de l'arachide a connu une hausse dans les départements du Mayo Sava et du Mayo Kani (soit respectivement 12.47% et 8.7%) alors que dans les autres départements les prix ont connu une chute. Cette baisse pourrait s'expliquer partiellement par l'entrée progressive des nouvelles récoltes sur le marché.

En perspective, avec les récoltes qui pointent à l'horizon, les prix de toutes les denrées agricoles connaîtront une baisse suite à l'amélioration de l'offre. Cependant, cette baisse de prix pourrait être éphémère au vu du contexte du déroulement de la campagne agricole.

RECOMMANDATIONS

Au MINADER, MINEPIA, MINSANTE, MINEE et à l'ensemble de la communauté humanitaire :

Sécurité alimentaire

1. Transferts monétaires et coupons aux ménages en situation de crise alimentaire pour couvrir les besoins de base immédiats (nourriture, abri, santé, éducation)
2. Transferts monétaires et formations techniques pour encourager les ménages à lancer des AGR (petits commerces, maraîchage, etc.), surtout dans le Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari
3. Le Cash for Work pour désengorger les canaux d'irrigation et réhabiliter les routes afin de faciliter le transport des produits récoltés vers les marchés et lieux de stockage.
4. Renforcer l'accès des ménages aux structures de stockage (greniers communautaires, magasins)

Pastoralisme

5. Vulgariser les cultures fourragères ;
6. Sensibiliser les populations sur la déclaration des cas de maladie et l'importance de faire vacciner leurs animaux ;
7. Appuyer les services en charge de la santé animale à la surveillance épidémiologique et au traitement des cas de maladies signalées ;
8. Diffuser l'information sur la présence des maladies et accroître la veille sanitaire ;
9. Sensibiliser les populations sur l'importance des couloirs de transhumance des animaux ;
10. Matérialiser et sécuriser les couloirs de transhumance des animaux.
11. Sensibiliser les pasteurs sur les bonnes pratiques de gestion du bétail et les encourager à la promotion des chaînes de valeur.

Eau, Hygiène et Assainissement

12. Réhabiliter et construire les points d'eau potables dans le Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Mayo Kani ;
13. Mobiliser les énergies locales dans l'animation et la sécurisation des points d'eau ;
14. Sensibiliser sur l'utilisation des forages et points d'eau protégés pour la consommation ; particulièrement dans les départements du Mayo Sava et Mayo Tsanaga, Mayo Kani ;
15. Former et sensibiliser des populations sur les techniques de la potabilisation de l'eau ;
16. Sensibiliser sur la gestion des défécations humaines y compris les enfants en bas âge (surtout dans le Mayo Tsanaga) ;
17. Soutenir le développement des pratiques d'hygiène positives dans les écoles et communautés.

Santé-Nutrition

18. Poursuivre et renforcer les actions de sensibilisation des communautés sur les pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE)
19. Promouvoir la fréquentation des formations sanitaires pour un traitement médical surtout pour les enfants et les femmes enceintes et femmes allaitantes ;
20. Renforcer les actions de sensibilisation sur la prévention du paludisme intégrant l'utilisation de la moustiquaire imprégnée ;
21. Intégrer l'importance du respect du calendrier vaccinal des enfants, dans les thématiques de sensibilisation communautaire.

22. Intensifier les actions de sensibilisation sur la COVID 19 dans la communauté pour améliorer le niveau de connaissance de la population sur la maladie et ses moyens de prévention

SYNTHESE DES INDICATEURS SAME

	Région	Diamare	Logone & Chari	Mayo Danay	Mayo Kani	Mayo Sava	Mayo Tsanaga
Score de Consommation Alimentaire (SCA)							
Pauvre	5%	2,28%	0,00%	2,21%	3,41%	10,33%	9,59%
Limite	20%	9,13%	21,23%	8,41%	12,20%	23,91%	41,33%
Acceptable	76%	88,59%	78,77%	89,38%	84,39%	65,76%	49,08%
Score de Diversité Alimentaire (SDAM)							
Faible	36%	17,11%	28,30%	25,22%	31,71%	47,83%	63,10%
Moyen	37%	46,01%	31,60%	40,27%	43,41%	33,70%	28,04%
Acceptable	27%	36,88%	40,09%	34,51%	24,88%	18,48%	8,86%
Indice réduit des Stratégies d'Adaptation (rCSI)							
Moyenne	13,61	13,09	18,11	7,84	9,40	24,21	11,42
Indice des stratégies d'adaptation basé sur le Moyen d'Existence							
Pas de Stratégie	30%	24%	8%	64%	54%	10%	20%
Stress	13%	20%	6%	6%	8%	14%	19%
Crise	11%	18%	6%	4%	14%	11%	11%
Urgence	47%	38%	80%	26%	24%	65%	51%
Echelle de Faim des ménages (HHS)							
Pas de faim	79,43%	88,21%	56,13%	90,71%	87,80%	75,54%	76,01%
Faim modérée	18,96%	11,41%	41,98%	9,29%	12,20%	23,37%	18,45%
Faim sévère	1,62%	0,38%	1,89%	0,00%	0,00%	1,09%	5,54%

REMERCIEMENTS

Ce bulletin trimestriel a pour but de prévenir les crises alimentaires graves et de relater l'évolution de la sécurité alimentaire au niveau de la région de l'Extrême Nord du Cameroun. Il émane d'une collaboration entre Action contre la Faim, Solidarités International, la FAO et le MINADER, avec l'appui financier du bureau de la protection civile et de l'aide humanitaire de l'Union Européenne.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

Pour plus d'information, contacter :

1. Shanti Moratti, Directeur Pays Adjoint ACF Cameroun – dpadjoin@cm-actioncontrelafaim.org
2. Junior JOSEPH, Responsable du Département SAME ACF Cameroun – rddsame@cm-actioncontrelafaim.org
3. Sorelle Gislaïne SITCHEU WANKO, Responsable Programme PRESNAP – pmpresnap-ma@cm-actioncontrelafaim.org